



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1996/164  
18 avril 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-deuxième session  
Points 8 et 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES  
LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX  
ET DEPENDANTS

Lettre datée du 17 avril 1996, adressée au Président de la Commission  
des droits de l'homme par le chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de  
l'Office des Nations Unies à Genève

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que le rapport de M. Manfred Nowak (E/CN.4/1996/36) a reçu toute son attention.

Le rapport en question contient un grand nombre de données des plus sensibles dont l'exactitude et le caractère circonstancié sont de la plus haute importance, en particulier pour les familles des personnes dont on ignore encore ce qu'elles sont devenues. A ce propos, le rapport devrait indiquer où elles se trouvent ou ce qui leur est advenu.

Or ce document abonde en données et allégations erronées et inexactes, ce qui est inadmissible car il s'agit là d'un problème des plus délicats et des plus sensibles et que ce rapport émane de l'organe des Nations Unies le plus compétent en matière de droits de l'homme, saisi d'ailleurs de cette question depuis de longues années.

A cette occasion, nous n'avons pas l'intention de faire des observations sur toutes les déclarations ou tous les propos fallacieux tenus au sujet de la RFY, notamment de son nom même, appelé République fédérative de Yougoslavie dans nombre de documents internationaux et par de hauts fonctionnaires internationaux, dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, alors que M. Nowak continue d'y joindre la mention (Serbie et Monténégro) entre parenthèses.

M. Nowak continue de recourir à des allégations dénuées de tout fondement en prétendant qu'il existerait en RFY des camps de détention, dans lesquels des Croates et des Musulmans bosniaques seraient incarcérés. S'il ne s'agissait pas d'un rapport d'une instance aussi respectable que la Commission des droits de l'homme, on pourrait ne faire aucun cas de telles allégations. La République fédérative de Yougoslavie déclare, en en assumant toute la responsabilité, qu'elle ne compte aucun camp de cette nature sur son territoire. Des rapports émanant du Comité international de la Croix-Rouge dans lesquels il est explicitement déclaré qu'il n'a pas été établi que de tels camps y auraient été ouverts corroborent cette affirmation (déclaration de la déléguée du CICR, Mme Corinne Adam du 6 mars 1995). En revanche, à plusieurs reprises, le Gouvernement de la RFY a suggéré à la partie croate de visiter les lieux en question et de se rendre compte par elle-même que lesdites allégations étaient dénuées de tout fondement. Il y a lieu de relever que l'on a ignoré ces suggestions.

Pour ce qui est maintenant des prétendus détenus musulmans, il est vrai qu'un refuge a été accordé à Mitrovo Polje (région d'Uzice) à un certain nombre de Musulmans qui avaient fui en direction du territoire de la RFY pour échapper à l'obligation de participer aux actions de guerre du Gouvernement bosniaque. Mais nul n'ignore que les intéressés relèvent de la responsabilité des organisations internationales - Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation mondiale pour les migrations, Comité international de la Croix-Rouge, etc.

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie tient à insister sur un autre problème grave, à savoir que la Croatie a reconnu officiellement qu'elle détenait toujours des personnes originaires de la RFY, de la République serbe de Krajina et de la Republika Srpska. La Croatie se doit de libérer ces détenus sans retard, de répondre à la demande de renseignements sur les personnes disparues faite par la partie yougoslave et de remettre les dépouilles mortelles des soldats de l'Armée populaire yougoslave tués dans les casernes de l'Armée populaire yougoslave situées sur son territoire, au cours des opérations militaires liées à la sécession de la Croatie. Il convient de noter qu'un certain nombre de prisonniers de guerre croates ont été enregistrés auprès du CICR.

En ce qui concerne les listes données dans le rapport, en particulier les demandes de renseignements de la Croatie, pas une seule ne concerne le territoire de la RFY. Les 916 personnes portées manquantes viennent du territoire de l'ancienne région de Srem-Baranja, d'autres du territoire de la Croatie - Split, Zadar, Sibenik, Knin, Glina et Sisak, d'où l'absurdité de vouloir les rechercher en RFY. C'est pur cynisme que d'exiger de la République fédérative de Yougoslavie qu'elle rende compte des nombreux Serbes de Krajina qui ont disparu de son territoire au lendemain de l'agression croate d'août 1995.

Il est fait état dans un nombre non négligeable de paragraphes de la réticence que les Yougoslaves manifesteraient à coopérer au règlement du problème des personnes disparues. Les faits démontrent le contraire. Depuis la signature de l'Accord de Dayton, la Commission des questions humanitaires et des personnes disparues du Gouvernement fédéral a tenu six réunions avec son homologue croate, comme en témoignent les rapports dûment établis qui rendent compte des résultats obtenus. Nous tenons à souligner à ce propos que la RFY ne détient pas un seul Croate. La meilleure preuve en est que la Croatie s'est montrée disposée à relâcher des ressortissants yougoslaves en échange de prisonniers de guerre de nationalité serbe de la Republika Srpska et des anciennes zones protégées par les Nations Unies à l'occasion des négociations sur l'échange de détenus.

Bien qu'il n'existe pas un seul cas non réglé de personne disparue sur le territoire de la RFY, vu l'importance de ce problème humanitaire qui touche tant de personnes sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie, nous sommes disposés et prêts à coopérer pour autant que notre participation s'entende d'une contribution au règlement d'un problème humanitaire. Ce faisant, nous sommes inspirés par des principes humanitaires et liés par les obligations qui découlent de l'Accord de Dayton.

C'est dans cet esprit que nous avons examiné le rapport de M. Nowak, en étudiant les parties qui concernaient directement la RFY, ainsi que celles évoquant les souffrances des Serbes de Bosnie-Herzégovine, de Croatie après les opérations Eclair et Tempête et de bien d'autres lieux (au cours des événements tragiques des dernières années). Après une analyse plus poussée et plus approfondie, la République fédérative de Yougoslavie se prononcera sur la façon la plus efficace d'aider les organes internationaux, les groupes de travail et les personnes qui participent à l'action menée pour régler ce problème humanitaire, priorité parmi les priorités, et de coopérer avec eux.

En conclusion, Monsieur le Président, je tiens à rappeler que la Yougoslavie a toujours été ouverte à l'idée de coopérer et prête à le faire de quelque façon que ce soit avec tous ceux qui sont disposés à traiter avec elle sur un pied d'égalité.

Enfin, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre à tous les membres de la Commission des droits de l'homme et de le faire publier en tant que document officiel de la présente session au titre des points 8 et 10 de l'ordre du jour.

Le chargé d'affaires par intérim  
Conseiller  
(Signé) Miroslav Milosevic

-----